POLITIQUE

GISCARD CHIRAC
DE L'UNITE APPARENTE A LA DIVISION AFFICHEE

-1-

L'évolution des contradictions inter-impérialistes, la part de plus en plus réduite que peut prendre la France dans le concert des puissances impérialistes, son rôle secondaire face aux super-puissances, l'émergence du Tiers-Monde, et le développement de la lutte de classes en France, ont profondément bouleversé le paysage politique de la bourgeoisie française particulièrement dans ses forces de droite. Certes, des divergences ont toujours subsisté au sein de cette droite du temps de de Gaulle, principalement en ce qui concerne l'orientation non-atlantique de la France. Mais derrière une figure de proue historique, de Gaulle, il y avait un projet susceptible d'obtenir un certain consensus dans la bourgeoisie. Avec déjà beaucoup plus de difficultés, Pompidou a pu, durant ces 5 ans de présidence, maintenir à peu près cette unité apparente.

La division de la «majorité» apparait aujourd'hui au grand jour. L'annonce de la candidature de Chirac à la mairie de Paris, la multiplication des déclarations critiques, de part et d'autre, ont fait se relever plus explicitement encore un phénomène engagé depuis plusieurs années, et qui est appelé à se développer encore : Chirac maire de Paris, et soutenu par un parti nettement supérieur en nombre et en capacité d'organisation aux divers petits partis centristes (Républicains Indépendants, radicaux, démocrates sociaux), cela ne pourrait qu'accélérer encore la transposition au plan gouvernemental de la crise de la bourgeoisie française. Les contradictions entre Giscard et Chirac ne sont bien sûr pas des rivalités personnelles, même si l'ambition et la «personnalité» de chacun entre en compte. Giscard et Chirac ne sont que les têtes de file de deux clans de la droite, une bourgeoisie de droite au pouvoir depuis dix-neuf ans et qui se trouve confrontée à l'absence totale de perspectives. Ni l'un ni l'autre n'ont en effet la possibilité d'avancer un projet susceptible de rallier la droite dans son ensemble. La seule perspective qui s'ouvre aujourd'hui à Giscard, celle pour laquelle il œuvre depuis son élection, c'est celle d'une «ouverture» à gauche lui permettant de rester au pouvoir pendant quelque temps. Chirac, au contraire, essaye de faire pression pour imposer le maintien au pouvoir de la droite actuelle, ou, dans le cas d'une alliance Giscard-Mitterrand, être l'homme fort d'un parti d'opposition. On mesure mieux l'acuité de la crise de la bourgeoisie quand on voit qu'un des principaux reproches de Chirac à Giscard est justement ce recours éventuel aux alliances et aux combines parlementaires de parti. Cela au nom des principes gaullistes qui sont la base des institutions de la Ve république. Mais pour contrer la politique giscardienne, Chirac et le RPR ne trouvent pas d'autres moyens que de rentrer à plein dans ce jeu des partis ! Il fut un temps où les contradictions de la droite se portaient principalement sur les questions de politique extérieure (alliance atlantique, Europe). Ces contradictions se sont quelques peu estompées pour faire place à d'autres, d'ordre extérieure sur les institutions et la tactique à suivre. Mais même sur ce plan, ce qui domine c'est l'absence de références solides, l'absence de propositions crédibles.

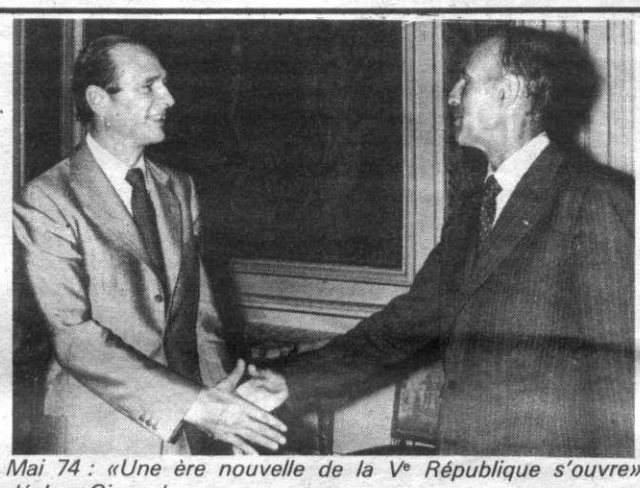
Après la mort de Pompidou, en avril 74, deux anciens ministres font savoir qu'ils sont candidats à l'élection présidentielle : Chaban-Delmas, ancien premier ministre de Pompidou, l'homme de la «nouvelle société» et des «contrats de progrès», et Giscard d'Estaing. La candidature de Giscard est accueillie par les gaullistes comme une candidature de division face à la gauche, représentée par le seul Mitterand. Pourtant, un groupe de députés UDR, le groupe des 43, apporte dès le premier tour son soutien à Giscard. Chirac est l'animateur et l'instigateur de ce groupe, même s'il fera (mollement) campagne pour Chaban dans sa circonscription de Corrèze. Dès cette époque, le reclassement politique de la droite s'opère : il ne s'agit plus de «primaires» entre gaullistes et centristes, il s'agit à la fois de tenir compte des difficultés de l'impérialisme français —concrétisé par l'échec des contrats de Jobert— et donc de se rapprocher de l'impérialisme américain. Il s'agit également de se débarrasser des vieux thèmes gaullistes sur l'indépendance par rapport aux USA ou sur la «participation» dont se réclament encore les «barons» tels que Chaban-Delmas. Le clivage est déjà suffisamment net pour que les bons offices de Messmer, par exemple, pour ressouder l'unité de la droite, soient un échec.

Le premier soin de Giscard élu sera de donner le poste de premier ministre à Chirac. C'est une manière de construire un fragile équilibre entre l'UDR, qui reste et de loin le premier parti de la majorité, et les nouvelles forces ralliées à Giscard, de Lecanuet à Servan-Schreiber.

LES RÉFORMES DE GISCARD ET LA PRUDENTE RÉSERVE DE L'UDR

Sur la lancée de son élection, Giscard engage tout au long de l'année 74, une série de réformes, souvent empruntées au programme commun. Face à cette politique de «séduction» ou de rapprochement du centre-gauche, Chirac et l'UDR restent sur une prudente expectative. Ils ne s'opposent pas à ces réformes, mais celles-ci sont toujours présentées comme étant l'émanation du président de la République. Chirac ne s'engage que très peu dans le débat sur l'avortement, et l'UDR vote en ordre dispersé. Par contre, il entame une série de voyages, en Irak, en Iran, et tente de ramener des contrats, présentés comme mirifiques et capables de sortir l'impérialisme français de la crise. On sait bien ce qu'il en est de la réalité de ces contrats... L'unité entre Giscard et son premier ministre, dès cette époque, ne s'exprime pleinement que sur deux points : l'opposition à l'offensive des postiers contre la politique de crise, et la volonté de «laminer» les aspects trop gaullistes de l'UDR et des barons. Ceux-ci n'ont-ils pas fait alliance avec la gauche pour rejeter un projet de réforme du conseil constitutionnel en octobre 74 ? Ce projet devait permettre au conseil constitutionnel de se prononcer sur toute loi, sans attendre d'être saisi par un groupe de députés ou sénateurs. C'était retirer au groupe gaulliste, groupe le plus fort au parlement ses prérogatives.

Le «coup de force» de Chirac en décembre va lui permettre de prendre la direction complète du plus fort parti de la majorité, de mettre sur la touche les barons tels que Chaban... et de se présenter en position de force face à Giscard.



Mai 74 : «Une ère nouvelle de la Ve République s'ouvre» déclare Giscard

L'OFFENSIVE OUVRIÈRE DU PRINTEMPS 75

Les tentatives de Giscard de s'opposer à cette remontée de la puissance UDR, «dynamisée» par Chirac, premier ministre, ne vont pas être de longue durée. Les vagues regroupements centristes de Durafour, ou la prise en main des RI par Poniatowski, ne font pas long feu. En plus de l'impuissance de ces petits partis à faire contre-poids à l'UDR, la multiplication des grèves au printemps 75 va accroître les contradictions. La politique giscardienne de réformes avait pour but de tromper les masses et de diviser «l'union de la gauche». Pourtant, face aux luttes des travailleurs, luttes qui sont porteuses de revendications et d'aspirations anti-capitalistes, Giscard envoie ses flics et orchestre la répression. Les réformes passent vite au second plan par rapport à cette répression, et les socialistes, obligés de soutenir verbalement, du bout des lèvres, le mouvement des masses, reculent d'un pas dans leur rapprochement d'avec Giscard. Tout cela, à la grande satisfaction de Chirac pour qui la seule tactique valable est de combattre de front les travailleurs, tout en s'opposant à l'union de la gauche, contrairement au président de la République. A l'intérieur d'une même volonté de s'attaquer aux travailleurs, les contradictions tactiques de la droite s'aiguisent, et Chirac marquent des points dans la classe au pouvoir.

Faut-il faire face de front, ou faut-il continuer à concilier une fraction de la gauche, PS et radicaux, pour obtenir un semblant de consensus social ? L'affaire des comités de soldats, en décembre 75, est révélateur de ces contradictions.

L'EXEMPLE DE L'AFFAIRE DES COMITÉS DE SOLDATS

Fondamentalement, la volonté de Giscard et de Chirac est la même : après les luttes du printemps, s'attaquer aux syndicalistes, lancer une offensive contre ce qu'il y a de plus combatif dans les sections syndicales et chez les travailleurs. Au nom de la lutte contre les comités de soldats, on perquisitionne des locaux syndicaux, on arrête des syndicalistes. Pourtant, cette offensive contre les travailleurs va être un nouveau moyen pour Chirac, fort de son parti et de sa place de premier ministre pour s'opposer à l'«ouverture» prônée par Giscard. Le parti socialiste et ses éléments dans la CFDT sont accusés des pires maux, en particulier de couvrir les éléments révolutionnaires dans la CFDT, et pourquoi pas d'être lui-même révolutionnaire ! Aux yeux de l'UDR, toute la CFDT est à mettre dans le même sac, tandis que Giscard, lui, fait plutôt appel aux éléments socialistes pour qu'ils mettent de l'ordre dans leur maison, c'est-à-dire qu'ils se débarrassent des révolutionnaires, il sera d'ailleurs entendu.

Quant aux grands bruits faits par Chirac sur cette affaire, ils se traduisent par l'inculpation par la cour de sûreté de l'État d'un certain nombre de syndicalistes, et ce sur des dossiers vides. Dossiers que Giscard, débarrassé de son premier ministre, a, pour certains, prudemment refermé, il y a quelques jours.

Dès cette époque, des bruits de démission circulent. Ils sont démentis, mais on apprendra lors de la dernière conférence de presse de Giscard qu'il avait fait entrer Barre au gouvernement pour le familiariser avec les affaires gouvernementales, avant qu'il ne remplace Chirac.

(à suivre)

Chirac :

Selon ses propres dires, Chirac a toujours eu le goût de l'aventure. Aventure quand ce fils de PDG de l'aviation signe l'appel de Stockholm, et se sent proche des Jeunesses Communistes. Aventure aussi quand, devenu conseiller de Pompidou alors premier ministre, il jouera un rôle actif dans les accords de Grenelle en 68. Au-delà de son esprit aventureux et «baroudeur», Chirac est avant tout un membre du personnel politique de la bourgeoisie. Enarque, il sera membre du cabinet du ministre des Finances —Giscard à l'époque—, membre du cabinet de Pompidou, ministre de l'Agriculture, et un temps ministre de l'Intérieur avant l'élection de 74.

Giscard :

Non gaulliste, il fut pourtant pendant de longues années le ministre des Finances de de Gaulle. A ce titre il est responsable de plusieurs plans d'austérité dont la caractéristique commune est d'avoir échoué. Après sa participation indirecte aux affaires de l'Algérie française, il fonde le petit parti des Républicains Indépendants, dont la caractéristique, outre d'être à droite, est l'opposition à la politique gaulliste vis-à-vis des États Unis. Son célèbre «oui mais» à une époque où les gaullistes restaient fermement unis, illustre la situation de cette fraction de la droite sous de Gaulle : des réserves, et en même temps un acquiescement profond devant les thèmes gaullistes du modèle de consommation.

Printemps 75 : Giscard-Chirac unis dans la répression des luttes